Le président du Bénin accusé d'escroquerie financière

@rib News, 21/08/2010 â€“ Source ReutersLe Parlement du BÃ©nin demande la destitution du prÃ©sident Boni Yayi pour son rÃ´le prÃ©sumÃ© dans une escroquerie financiÃ¨re dont auraient Ã©tÃ© victimes plusieurs milliers de ses concitoyens.Une cinquantaine des 83 dÃ©putÃ©s bÃ©ninois ont signÃ© une lettre lui demandant de se prÃ©senter de lui-mÃªme devant la justic pour rÃ©pondre de trahison et de parjure.Le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale bÃ©ninoise a rejetÃ© la demande de destitution du chef de l'Etat. Vendredi, Mathurin Coffi Nago a annoncÃ© que la demande des dÃ©putÃ©s Ã©tait rejetÃ©e faute d'avoir observÃ© les procÃ©dures requises.
Une majoritÃ© des deux-tiers est requise pour convoquer le chef de l'Etat et le soumettre Ã un procÃ¨s pour trahison et faux tÃ©moignage. On ignore pour l'instant si une nouvelle demande de procÃ©dure de destitution va Ãªtre dÃ©posÃ©e.Le prÃ©sident Yayi est soupÃ§onnÃ© d'Ãªtre mÃªlÃ© Ã une opÃ©ration frauduleuse impliquant la sociÃ©tÃ© ICC Services, accus d'avoir dÃ©tournÃ© quelque 100 milliards de francs CFA (150 millions d'euros environ) en faisant miroiter des placements d'un rendement de l'ordre de 20 Ã 50%.L'escroquerie reposait sur un schÃ©ma classique, la pyramide de Ponzi, oÃ¹ l'argent des derniers investisseurs attirÃ©s par les promesses d'enrichissement finance les intÃ©rÃªts versÃ©s aux premiers. Les sommes dÃ©posÃ©es Ã©taient bloquÃ©es, et les Ã©pargnants n'ont pu retirer leurs Ã©conomies.Dans leur lettre, les parlementaires accusent Yayi d'avoir reÃ§u des reprÃ©sentants d'ICC Services Ã deux reprises au palais prÃ©sidentiel et d'avoir "autorisÃ© la sociÃ©tÃ© Ã mener ses activitÃ©s illÃ©gales sur le territoire du BÃ©nin".Le prÃ©sident a dÃ©jÃ niÃ©, pa l'intermÃ©diaire de son porte-parole, tout rÃ´le dans cette affaire.L'affaire a dÃ©jÃ eu des rÃ©percussions politiques: en juillet, Yayi a limogÃ© son ministre de l'IntÃ©rieur, affirmant qu'il Ã©tait directement mÃªlÃ© Ã l'escroquerie.Ce mÃªme mois, 100.000 BÃ©ninois Ã©taient descendus dans la rue pour exiger des pouvoirs publics qu'ils les aident Ã rÃ©cupÃ©rer leur argent perdu.Pour l'analyste Kissy Agyemen-Togobo, du cabinet IHS Global Insight, l'affaire risque de provoquer des turbulences politiques Ã l'approche des Ã©lections de 2011 dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, anciennement appelÃ© Dahomey et situÃ© entre le Togo et le Nigeria.